

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Avec le soutien de  
la



## NOTE D'ANALYSE – 21 janvier 2021

BERGHEZAN Georges. *Turquie : une empreinte militaire de plus en plus pesante à l'extérieur*, Note d'Analyse du GRIP, 21 janvier 2021, Bruxelles.

[https://www.grip.org/turquie-  
empreinte-militaire-partie-1](https://www.grip.org/turquie-empreinte-militaire-partie-1)



# NOTE D'ANALYSE

## Turquie : une empreinte militaire de plus en plus pesante à l'extérieur

par **Georges Berghezan**

21 janvier 2021

### Résumé

La Turquie a déployé des troupes dans plusieurs pays d'Europe, d'Asie centrale, d'Afrique du Nord et orientale et du Moyen-Orient. Certains de ces déploiements ont été effectués dans le cadre de contributions à des opérations multilatérales, sous la houlette de l'Union européenne (UE), de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou de l'Organisation des Nations unies (ONU) et ont pour objet le maintien de la paix ou la protection des civils dans des zones « post-conflit » ou la formation des forces de sécurité locales. Parmi les autres missions des forces armées turques à l'extérieur, certaines se déroulent le cadre de coopérations bilatérales avec des gouvernements internationalement reconnus. Ce sont ces deux types de déploiements de forces armées turques que nous examinons dans la présente Note d'Analyse.

Le troisième type d'intervention extérieure, examiné [dans une note distincte](#), est consacré aux déploiements effectués sans l'accord, et même en opposition, avec des gouvernements reconnus. Nous examinons donc ici l'origine, les fondements, les motivations et l'ampleur des déploiements militaires turcs dans le cadre d'opérations multilatérales et ou d'accord bilatéraux avec des autorités internationalement reconnues.

### Abstract

#### Turkey: A growing military footprint abroad

Turkey has deployed troops in several countries in Europe, Central Asia, North and East Africa and the Middle East. Some of these deployments have been carried out as contributions to multilateral operations, led by the European Union (EU), the North Atlantic Treaty Organization (NATO) or the United Nations (UN), and are aimed at peacekeeping or the protection of civilians in "post-conflict" areas or the training of local security forces. Other missions of the Turkish Armed Forces abroad include bilateral cooperation with internationally recognised governments. Both of these types of Turkish armed forces deployments are examined in this analysis note.

The third type of foreign intervention, discussed in a separate note, concerns deployments carried out without the agreement of, and even in opposition to, recognised governments. This paper therefore examines the origin, rationale, motivations and scale of Turkish military deployments in the context of multilateral operations and/or bilateral agreements with internationally recognised authorities.

## 1. Participation de la Turquie à des opérations multilatérales

### a) Dans le cadre de l'OTAN

Le principal déploiement militaire dans le cadre multilatéral de la Turquie est l'opération *Resolute Support Mission* de l'OTAN en Afghanistan, également la principale opération de l'OTAN à l'étranger en termes d'effectifs (près de 16 000 hommes). Basé à Kaboul, le contingent turc d'environ 600 hommes<sup>1</sup>, voire près de 700<sup>2</sup>, est intégré dans le Commandement entraînement, conseil et assistance de la capitale (TAAC-Capital), actuellement dirigé par un officier turc, le général de brigade Ahmet Yaşar Dener. Sa mission est donc d'entraîner, de conseiller et d'assister les forces et institutions de sécurité afghanes<sup>3</sup>.

L'autre contribution majeure de la Turquie à une opération de l'OTAN est celle à sa « Force du Kosovo » (KFOR), déployée depuis 1999 dans ce territoire. Représentant près d'un dixième de l'ensemble de la force (305 hommes sur un total de 3 421<sup>4</sup>), le contingent turc consiste principalement en une compagnie d'infanterie<sup>5</sup> basée près de la ville de Peć (Peja), au sein du Commandement régional occidental de la KFOR sous commandement italien<sup>6</sup>. L'objectif principal de la KFOR demeure le maintien de la sécurité au Kosovo, en conformité avec la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité de l'ONU.

La Turquie participe également à la *NATO Mission Iraq* (NMI), apparemment à hauteur de 29 hommes<sup>7</sup> sur un total d'environ 580 hommes<sup>8</sup> déployés par l'OTAN en Irak en vue de conseiller et former les forces locales de sécurité pour renforcer leurs capacités antiterroristes<sup>9</sup>. Notons que la mission, basée dans la « zone verte » de Bagdad<sup>10</sup>, a été suspendue le 4 janvier 2020, après l'assassinat en Irak du général iranien Soleimani<sup>11</sup>, mais qu'elle semble avoir discrètement repris depuis<sup>12</sup> et qu'elle pourrait même être renforcée<sup>13</sup>.

- 
1. [Key Facts and Figures](#), Resolute Support, Organisation du traité de l'Atlantique nord, consulté le 10 novembre 2020.
  2. [Contribution of the TAF to Peace Support Operations](#), Türk Silahlı Kuvvetleri (Forces armées turques), consulté le 7 novembre 2020.
  3. [Train Advise Assist Command – Capital](#), Resolute Support, Organisation du traité de l'Atlantique nord, consulté le 10 novembre 2020.
  4. [Contributing Nations](#), KFOR, Allied Joint Force Command Naples, Organisation du traité de l'Atlantique nord, consulté le 10 novembre 2020.
  5. The Military Balance 2019, International Institute for Strategic Studies, pp. 154-157.
  6. [RC WEST](#), KFOR, Allied Joint Force Command Naples, Organisation du traité de l'Atlantique nord, consulté le 10 novembre 2020.
  7. [Contribution of the TAF to Peace Support Operations](#), Türk Silahlı Kuvvetleri (Forces armées turques), consulté le 7 novembre 2020.
  8. [Operation IMPACT: NATO Mission Iraq](#), Gouvernement du Canada, consulté le 7 novembre 2020.
  9. [NATO Mission Iraq](#), Organisation du traité de l'Atlantique nord, mis à jour le 29 octobre 2020.
  10. [About Us](#), NATO Mission Iraq, Allied Joint Force Command Naples, Organisation du traité de l'Atlantique nord, consulté le 10 novembre 2020 & Nafiseh Kohnavard, [Iraq after Soleimani: What is the future for US troops?](#), *BBC News*, 24 janvier 2020.
  11. [NATO suspends Iraq training mission after Soleimani killing](#), Reuters, 4 janvier 2020.
  12. [Allies agree to enhance NATO Mission Iraq, discuss Russian missiles and mission in Afghanistan](#), Organisation du traité de l'Atlantique nord, 13 février 2020.
  13. [NATO Defence Ministers take decisions to strengthen our security](#), Organisation du traité de l'Atlantique nord, 23 octobre 2020.

Dans la mer Méditerranée, la Turquie apporte des moyens substantiels – dont une frégate, un sous-marin<sup>14</sup>, une corvette et un avion patrouilleur<sup>15</sup> – à l'opération de sécurisation maritime et antiterroriste *Sea Guardian* de l'OTAN décidée en juillet 2016<sup>16</sup>. Relevons que, après un incident ayant opposé une de ses frégates à deux frégates turques escortant un cargo à destination de la Libye, la France a suspendu le 2 juillet 2020 sa participation à cette opération<sup>17</sup>.

Sans compter cette dernière opération, pour laquelle les effectifs turcs sont inconnus et probablement variables, la Turquie a donc mis environ un millier d'hommes à disposition d'opérations terrestres de l'OTAN, principalement en Afghanistan et au Kosovo.

### **b) Dans le cadre de l'UE**

La seule opération de l'Union européenne connaissant la participation de troupes turques est l'opération *EUFOR Althéa* déployée en Bosnie-Herzégovine depuis 2004 et chargée de contribuer au maintien de la sécurité dans le pays et d'appuyer le renforcement des capacités des forces de sécurité<sup>18</sup>. Après l'Autriche, la Turquie est le principal contributeur à cette mission forte de 600 hommes<sup>19</sup>, ayant déployé, selon les sources, 183 hommes répartis entre une compagnie et 5 équipes de liaison et d'observation<sup>20</sup> ou 249 hommes, dont une compagnie d'infanterie<sup>21</sup>, basés au *Camp Butmir* de Sarajevo. Relevons que le 3<sup>e</sup> contributeur à l'opération est la Hongrie et que les trois pays fournissant actuellement presque toutes les troupes d'*EUFOR Althéa* sont donc les États successeurs des trois empires qui ont, jusqu'à la Première Guerre mondiale, occupé la Bosnie-Herzégovine.

### **c) Dans le cadre de l'ONU**

La principale opération de maintien de la paix de l'ONU avec participation turque est la *Force intérimaire des Nations unies au Liban* (FINUL), établie en 1978 avec pour mandat de surveiller le cessez-le-feu avec Israël et d'accompagner et soutenir le déploiement des forces armées libanaises dans le sud du pays<sup>22</sup>. Au 11 novembre 2020, l'UNIFIL comptait 10 681 hommes, dont 91 militaires turcs<sup>23</sup> basés dans le village d'ash-Shaatyah<sup>24</sup> (ou Chatieh ou Chatiyeh<sup>25</sup>), près de Tyr. Le nombre de militaires turcs de l'UNIFIL semble se réduire progressivement d'année en année.

---

14. [NATO Maritime Command](#), Facebook, 2 décembre 2019.

15. [Contribution of the TAF to Peace Support Operations](#), *op. cit.*

16. [Operation Sea Guardian](#), Allied Maritime Command (MARCOM), Organisation du traité de l'Atlantique nord, consulté le 10 novembre 2020.

17. [OTAN : Paris se retire de l'opération "Sea Guardian"](#), Deutsche Welle, 2 juillet 2020.

18. [EU military operation in Bosnia and Herzegovina \(Operation EUFOR ALTHEA\)](#), Common Security and Defence Policy, European Union External Action, consulté le 12 novembre 2020.

19. [Contribution of the TAF to Peace Support Operations](#), *op. cit.*

20. *Ibid.*

21. The Military Balance 2019, *op. cit.*

22. [UNIFIL Mandate](#), United Nations Interim Force in Lebanon, consulté le 12 novembre 2020.

23. [UNIFIL Troop-Contributing Countries](#), United Nations Interim Force in Lebanon, mis à jour le 11 novembre 2020.

24. [The Turkish UNIFIL Troops Set off for Lebanon](#), *The Journal of Turkish Weekly*, 19 octobre 2006.

25. [Turkish female UNIFIL physician tends to health of Southerners](#), *The Free Library*, repris de *The Daily Star*, 2008.

La Turquie comptait également, au 31 octobre 2020, 19 policiers<sup>26</sup> au sein de la Mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD), chargée depuis 2014 de la protection des civils, de l'assistance humanitaire et de la médiation entre parties<sup>27</sup>. La MINUAD est basée à Zalingei, dans le Darfour central, et comptait un total de 4 005 militaires et 2 111 policiers en juillet 2020<sup>28</sup>. En raison de l'opposition des nouvelles autorités soudanaises à la poursuite de cette mission, celle-ci devrait s'achever à la fin 2020<sup>29</sup>.

Treize policiers turcs sont déployés au sein de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS)<sup>30</sup>, établie en 2011 et dont le mandat est assez similaire à celui de la MINUAD : protection des civils, assistance humanitaire, soutien au processus de paix, surveillance des droits humains<sup>31</sup>.

La participation turque – plutôt symbolique, puisque l'UNMISS compte un total de 1 908 policiers<sup>32</sup> et 14 421 militaires<sup>33</sup> – a néanmoins été à la base d'une polémique quand un officier de police accusé d'avoir dirigé des salles de torture a été sélectionné pour en faire partie en 2017<sup>34</sup>.

Relevons encore que la Turquie a envoyé deux hommes, un observateur militaire et un policier<sup>35</sup>, auprès de la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (MINUK), chargée de la promotion de la sécurité et de la stabilité et du respect des droits fondamentaux dans la province serbe<sup>36</sup>. Si la MINUK employait, au 1<sup>er</sup> juillet 2019, 374 personnes, il s'agissait surtout de civils, puisque la mission ne comptait que huit observateurs militaires et dix policiers<sup>37</sup>.

Enfin, signalons que la Turquie participe à d'autres missions de l'ONU à l'étranger, mais qu'il ne s'agit pas de missions de maintien de la paix, organisées par le Département des opérations de paix, mais de missions politiques, organisées par le Département des affaires politiques.

- 
26. [Summary of Contribution to UN Peacekeeping by Country, Mission and Post: Police, UN Military Experts on Mission, Staff Officers and Troops](#), Department of Peacekeeping Operations, mis à jour le 31 octobre 2020.
  27. [UNAMID Mandate](#), United Nations – African Union Hybrid Operation in Darfur, consulté le 12 novembre 2020.
  28. [UNAMID Facts and Figures](#), United Nations – African Union Hybrid Operation in Darfur, mis à jour en juillet 2020.
  29. [Security Council Extends African Union-United Nations Hybrid Operation in Darfur until 31 December, Unanimously Adopting Resolution 2525 \(2020\)](#), United Nations, 4 juin 2020 & [Sudan has begun to replace UNAMID by national troops: official](#), *Sudan Tribune*, 25 octobre 2020.
  30. [Summary of Contribution to UN Peacekeeping by Country, Mission and Post: Police, UN Military Experts on Mission, Staff Officers and Troops](#), *op. cit.*
  31. [Mandate](#), United Nations Mission in South Sudan, consulté le 12 novembre 2020.
  32. [UN Police](#), United Nations Mission in South Sudan, consulté le 12 novembre 2020.
  33. [Military](#), United Nations Mission in South Sudan, consulté le 12 novembre 2020.
  34. [Turkey assigns a torturer to UN peacekeeping mission in Sudan](#), Stockholm Center for Freedom (SCF), 28 avril 2017.
  35. [Report of the Secretary-General](#), Annex III, S/2020/255, SG Reports, United Nations Mission in Kosovo, 31 mars 2020 & [Summary of Contribution to UN Peacekeeping by Country, Mission and Post: Police, UN Military Experts on Mission, Staff Officers and Troops](#), *op. cit.*
  36. [Report of the Secretary-General](#), par. 2, S/2020/255, SG Reports, United Nations Mission in Kosovo, 31 mars 2020.
  37. [Mandate](#), United Nations Mission in Kosovo, consulté le 12 novembre 2020.

Ainsi, depuis 2015, du personnel turc travaillerait en rotation au poste de conseiller militaire à la *Mission d'assistance des Nations unies en Somalie* (MANUSOM)<sup>38</sup>.

Avec seulement 125 hommes déployés dans quatre missions de maintien de la paix, la participation de la Turquie à des opérations de l'ONU peut sembler particulièrement faible au regard de ses capacités militaires. En outre, son engagement, tant en nombre de missions auxquelles elle participe qu'en effectifs, semble se réduire d'année en année. (***Voir tableau page suivante***)

---

38. [Contribution of the TAF to Peace Support Operations](#), *op. cit.*

**Tableau 1. Déploiement de militaires et de policiers turcs dans des missions multilatérales**

Pays de déploiement	Nom de la mission et effectifs totaux	Autorité	Base du contingent turc	Contribution de la Turquie (2020)	Objet de la mission
<b>Afghanistan</b>	Resolute Support Mission (RSM), 15 937 hommes	OTAN	Kaboul	600 à 689 hommes	Conseil et formation de l'armée et de la police
<b>Serbie (Kosovo)</b>	Kosovo Force (KFOR), 3 421 hommes	OTAN	Camp Villaggio Italia, près de Peć (Regional Command West)	305 hommes, dont 1 compagnie d'infanterie	Maintien de la sécurité au Kosovo
<b>Irak</b>	NATO Mission Iraq (NMI), 580 hommes, peut-être davantage	OTAN	Forward Operation Base UNION III, Bagdad	29 hommes	Conseil, formation et renforcement des capacités antiterroristes des forces de sécurité
<b>Méditerranée</b>	Operation Sea Guardian	OTAN		1 frégate, 1 sous-marin, 1 corvette, 1 avion patrouilleur	Sécurité maritime et lutte antiterroriste
<b>Bosnie-Herzégovine</b>	Opération EUFOR Althéa, 600 hommes	UE	Camp Butmir, Sarajevo	183 à 249 hommes, dont 1 compagnie d'infanterie et 5 équipes de liaison et d'observation	Contribution au maintien de la sécurité en Bosnie-Herzégovine et appui au renforcement des capacités des forces de sécurité
<b>Liban</b>	Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), 10 681 hommes	ONU	Village de ash-Shaatyah (ou Chatieh) près de Tyr	91 militaires	Surveillance du cessez-le-feu avec Israël et soutien au déploiement des forces armées libanaises dans le sud du pays
<b>Soudan (Darfour)</b>	Mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD), 4 005 militaires, 2 111 policiers	ONU – UA	Zalingei, Darfour central	19 policiers	Protection des civils, assistance humanitaire, médiation entre parties
<b>Soudan du Sud</b>	Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS), 1 908 policiers, 14 421 militaires	ONU	Juba (?)	13 policiers	Protection des civils, assistance humanitaire, soutien au processus de paix, surveillance des droits humains
<b>Serbie (Kosovo)</b>	Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (MINUK), 374 hommes dont 8 observateurs militaires & 10 policiers	ONU	Pristina	1 policier & 1 militaire	Promotion de la sécurité, de la stabilité et du respect des droits fondamentaux

Sources : Voir le texte et les notes de bas de page du chapitre 1. Opérations multilatérales de la Turquie.

## 2. Déploiement de forces turques avec l'accord des gouvernements concernés

En dehors du cadre multilatéral, la Turquie déploie de plus en plus d'effectifs militaires dans un nombre croissant de pays, sur la base d'accords, soit avec des gouvernements reconnus internationalement, soit avec des entités régionales, voire sécessionnistes, ou à l'encontre du gouvernement local. Si ces dernières sont condamnables du point de vue du droit international, les premières interventions, dans le cadre d'un accord bilatéral avec un gouvernement reconnu internationalement, sont *a priori* légitimes, bien qu'elles s'accompagnent souvent d'autres violations du droit, comme celui relatif aux embargos sur les armes imposés par le Conseil de sécurité de l'ONU, par exemple en Libye.

### a) Sauvetage du gouvernement libyen

Les relations entre la Turquie et le colonel Mouammar Kadhafi, qui a dirigé d'une main de fer la Libye jusqu'en 2011, ont été plutôt mauvaises en raison du soutien de ce dernier à la cause kurde<sup>39</sup>.

Cependant, c'est avec réticence qu'Ankara s'est jointe à l'intervention de l'OTAN visant à renverser le leader libyen. Le parlement turc a approuvé, le 24 mars 2011, la participation de sa marine – un sous-marin, quatre frégates et un navire auxiliaire – au blocus naval mis en œuvre par l'OTAN afin de faire respecter l'embargo sur les armes décidé un mois plus tôt par le Conseil de sécurité de l'ONU (résolution 1970)<sup>40</sup>. En outre, elle a contribué à la zone d'exclusion aérienne censée protéger les civils libyens, décidée par une autre résolution (1973) du Conseil de sécurité, en mettant à la disposition de l'OTAN, six chasseurs F-16, deux avions ravitailleurs, des forces spéciales et des hélicoptères, ainsi qu'en autorisant que la base aérienne de l'OTAN à Izmir serve de centre opérationnel à ses opérations contre la Libye<sup>41</sup>. Enfin, pendant les frappes de l'OTAN, auxquelles elle ne semble pas avoir participé directement, la Turquie aurait fourni un soutien financier de 300 millions USD à un groupe armé participant à l'insurrection contre Kadhafi<sup>42</sup>. Cela n'a pas empêché Robert Gates, sur le point de quitter son poste de Secrétaire d'État étatsunien à la Défense, de reprocher à Ankara, en juin 2011, de ne pas en faire assez en Libye et d'exiger qu'elle participe aux frappes aériennes<sup>43</sup>.

Les relations turco-libyennes se sont intensifiées quand Fayezi Al Sarraj est devenu Premier ministre du Gouvernement d'accord national (GAN), basé à Tripoli, en 2016. Si ce gouvernement a été rapidement reconnu par l'ONU, il était contesté de toutes parts dans une Libye plongée depuis cinq ans dans le chaos et fragmentée par une multitude de groupes armés, djihadistes, étrangers ou tribaux. Dans l'Est, la Chambre

---

39. Stephen Kinzer, [Tirade by Qaddafi Stuns Turkey's Premier](#), *The New York Times*, 9 octobre 1996 & Rozh Ahmad, [Jawad Mella says Muammar Gaddafi is the only world leader who truly supports the Kurds](#), *E Kurd Daily*, 16 juin 2011.

40. [Turkey reluctantly joins NATO operations against Libya](#), *France 24*, 24 mars 2011.

41. [Contribution of the TAF to Peace Support Operations](#), Turkish Armed Forces, consulté le 26 novembre 2020 & Müge Kinacıoğlu et Aylin G. Gürzel, [Turkey's Contribution to NATO's Role in Post-Cold War Security Governance: The Use of Force and Security Identity Formation](#), in *Global Governance*, Vol. 19, n° 4, oct.–déc. 2013, pp. 589-610, consulté le 26 novembre 2020 sur JSTOR.

42. [Turkey Recognizes Libyan Rebels, Gives \\$300 Million](#), *AP Reports*, Bloomberg, 3 juillet 2011.

43. [Gates parting shot warns NATO risks irrelevance](#), Reuters, 11 juin 2011.



des représentants avait élu son propre gouvernement, basé à Tobrouk, et avait fait de l'Armée nationale libyenne (ANL), dirigée par le général Khalifa Haftar, son bras armé.

En avril 2019, ce dernier a entamé son offensive sur Tripoli. Si l'ANL s'est emparée rapidement d'un vaste territoire, elle n'a pas réussi à aller au-delà de la banlieue de la capitale. Soutenu par ses forces armées, l'Armée et la Force aérienne libyennes, ainsi que par diverses milices, le GAN a pu résister à l'assaut final, plusieurs fois annoncé par Haftar, grâce à des livraisons d'armes, principalement en provenance de Turquie<sup>44</sup>. Il s'agit notamment de drones de combat *Bayraktar* TB2, probablement le fer de lance de la contre-offensive de l'année suivante, dont les premiers exemplaires sont arrivés en mai 2019, pilotés par des opérateurs turcs, dont certains ont été blessés lors d'une frappe de l'ANL le mois suivant<sup>45</sup>. Si Haftar a dénoncé ces livraisons à partir de décembre 2018<sup>46</sup>, elles ont été reconnues par le GAN dès juillet 2019 et dénoncées comme des violations de l'embargo, en vigueur depuis février 2011, par le Groupe d'experts de l'ONU sur la Libye dès décembre 2019<sup>47</sup>.

La fin de l'année 2019 allait marquer une nouvelle intensification et une structuration des relations sécuritaires entre les deux États. Le 27 novembre, Tripoli et Ankara ont signé à Istanbul un accord comprenant deux volets : le premier, immédiatement condamné par plusieurs pays riverains de la Méditerranée, fixe de nouvelles frontières maritimes entre les deux pays<sup>48</sup> ou, selon les termes de la presse turque, « maximalise les frontières maritimes » de la Turquie, en lui ouvrant la voie à « 70 mille milliards de pieds cubes de gaz naturel », soit environ 2 000 milliards de m<sup>3</sup>, et fait des deux pays des « voisins »<sup>49</sup> ; le second volet viserait à « maintenir la sécurité en Libye et protéger la souveraineté du pays » en développant la capacité de son gouvernement à combattre le terrorisme, les migrations clandestines et le crime<sup>50</sup>. Invoquant cet accord, le GAN a demandé, le 25 décembre, le jour-même de sa publication au journal officiel de Tripoli, un soutien militaire « aérien, terrestre et naval » à Ankara qui, par la voix du président Erdoğan, répondait immédiatement que son parlement serait prochainement sollicité pour l'envoi de troupes en Libye<sup>51</sup>. La demande a été en effet approuvée par le parlement turc quelques jours plus tard, le 2 janvier 2020, donnant au président l'autorité pour « décider des limites, de l'ampleur, de la quantité et du timing pour conduire, si nécessaire, une opération ou une intervention militaire »<sup>52</sup>.

---

44. [Libya's Islamic militants brag about receiving new Turkish weapons](#), *The Arab Weekly*, 26 mai 2019.

45. [How Libya's skies became battleground for UAE-Turkey proxy war](#), *Middle East Eye*, 27 août 2019 & [Libya: Drones Test Laboratory for a New Type of Air Warfare](#), *Air&Cosmos International*, 15 novembre 2019.

46. [Haftar accuses Turkey of violating arms embargo on Libya](#), *The Arab Weekly*, 21 décembre 2018.

47. [Final report of the Panel of Experts on Libya established pursuant to Security Council resolution 1973 \(2011\)](#), United Nations Security Council, S/2019/914, 9 décembre 2019.

48. [Turkey-Libya maritime deal triggers Mediterranean tensions](#), *Deutsche Welle*, 29 novembre 2019 & [Questions parlementaires](#), Parlement européen, 20 décembre 2019.

49. Şeyma Nazlı Gürbüz, [Experts: Eastern Mediterranean deal with Libya signals Turkey's future deeds in region](#), *Daily Sabah*, 1<sup>er</sup> décembre 2019.

50. [Libya, Turkey sign deals on security and maritime jurisdictions](#), *Aljazeera*, 28 novembre 2019.

51. [Libya makes formal request for Turkish military support](#), *Daily Sabah*, 26 décembre 2019.

52. [Turkish MPs pass bill to send troops to support Libyan government](#), *The Guardian*, 2 janvier 2020 & [Turkish parliament approves sending troops to Libya](#), *Deutsche Welle*, 2 janvier 2020.



Selon des informations publiées avant même cette décision, les forces engagées en Libye comprendraient des bâtiments de la marine, déployés pour protéger Tripoli, et des troupes terrestres chargées de l'entraînement et de la coordination de l'armée du GAN, de l'établissement d'une force d'élite libyenne, de l'organisation d'exercices communs, de la fourniture d'armement et de l'échange de renseignements<sup>53</sup>. Quelques jours après la décision du parlement, le président Erdoğan annonçait que le déploiement avait déjà débuté et qu'il ne s'agissait pas d'une mission de combat, mais de « coordination » ayant pour but de « développer un centre d'opérations » en Libye<sup>54</sup>. Le lendemain, 6 janvier, son ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, évoquait l'envoi d'experts militaires, de conseillers et d'équipes techniques<sup>55</sup>. Cependant, le 12 janvier, le président Erdoğan déclarait que, à ce moment, seuls 35 conseillers militaires turcs étaient présents à Tripoli<sup>56</sup>.

L'ampleur de la présence de forces turques en Libye est difficile à cerner. Il n'y eut effectivement pas de troupes de combat engagées durant la contre-offensive du GAN, mais bien des instructeurs, dont les formations ne semblent avoir débuté qu'après le cessez-le-feu convenu en août<sup>57</sup>. Plus discrètement, mais avec beaucoup plus d'impact sur le terrain, la Turquie a dispatché un personnel habilité à utiliser le matériel sophistiqué livré à Tripoli. Outre les pilotes de drones mentionnés plus haut, des opérateurs de systèmes KORAL turcs, utilisés pour le brouillage de radars et des drones émiratis de l'ANL, sont probablement encore présents dans le pays<sup>58</sup>. Ankara a également, dès janvier 2020, déployé, avec son personnel, une première batterie de défense antiaérienne I-HAWK PIP-3<sup>59</sup>.

D'autres systèmes auraient été ensuite livrés et, malgré la destruction d'un d'entre eux déployé à la base aérienne d'al-Watiya<sup>60</sup>, ils auraient permis de mettre fin à la supériorité aérienne de l'ANL, confrontée également aux missiles *Stinger* opérés par les forces spéciales turques et aux missiles antiaériens tirés par les frégates turques déployées le long des côtes libyennes. Tout ceci a rendu inopérants l'aviation et les drones de l'ANL et permis la progression vers l'est des forces du GAN, renforcées par de l'artillerie livrée par Ankara, notamment des canons automoteurs T-155 *Firtina* et des lance-roquettes multiples T-122 *Sakarya*<sup>61</sup>.

La Turquie a également contribué aux avancées terrestres des troupes du GAN par le recrutement et l'envoi de mercenaires, notamment syriens. Dès la fin 2019, 650 d'entre eux étaient déjà arrivés en Libye, suivis de 1 350 autres le 5 janvier 2020.

---

53. Selcan Hacaoglu et Samer Al-Atrush, [Turkish Navy to Guard Tripoli as Syrian Rebels May Join War](#), Bloomberg, 27 décembre 2019.

54. [Libya conflict: Turkey sends troops to shore up UN-backed government](#), BBC News, 6 janvier 2020.

55. [Turkey says it will send military experts, advisers to Libya](#), Reuters, 6 janvier 2020.

56. [Turbulence for Turkey as breakaway parties make gains on Erdoğan](#), The Guardian, 13 janvier 2020.

57. [Turkish military to train 120 Libyan soldiers](#), Daily Sabah, 12 octobre 2020.

58. Ben Fishman and Conor Hiney, [What Turned the Battle for Tripoli?](#), Policywatch 3314, The Washington Institute, 6 mai 2020.

59. [Turkish "Hawk" deployed in Tripoli](#), itamilradar, 18 janvier 2020.

60. [Jets bomb Libya's GNA-controlled Watiya airbase where Turkey may build base: Sources](#), Alarabiya News, 5 juillet 2020.

61. Jason Pack et Wolfgang Puztai, [Turning the Tide: How Turkey Won the War for Tripoli](#), Middle East Institute, novembre 2020.

Sous contrat d'une durée de six mois avec le GAN, ils auraient bénéficié d'un salaire mensuel de 2 000 USD, tandis que les soins médicaux et le rapatriement des morts incombaient à la Turquie. En outre, la nationalité turque leur aurait été accordée dès leur débarquement en Libye<sup>62</sup>. Les premiers arrivés auraient été membres de la petite minorité turkmène établie dans le nord de la Syrie et ralliés aux factions pro-turques secondant Ankara dans ses opérations dans ce pays<sup>63</sup>. Le nombre de mercenaires syriens n'aurait cessé de gonfler au cours des mois suivants, atteignant en septembre 2020, selon l'*Observatoire syrien des droits de l'homme* (OSDH), 17 420, dont 350 mineurs. Environ 6 700 d'entre eux étaient alors déjà rentrés en Syrie à l'issue de leur contrat<sup>64</sup>. Nombre d'entre eux auraient été trompés sur l'objet de leur mission, persuadés qu'ils n'auraient pas à combattre<sup>65</sup>. Après le cessez-le-feu du mois d'août, leur salaire semble avoir été réduit à 600 USD<sup>66</sup>. Toujours selon l'OSDH, les services de renseignement turcs auraient aussi envoyé en Libye, durant le premier semestre 2020, des milliers de djihadistes de plusieurs pays, dont 2 500 militants tunisiens d'État islamique<sup>67</sup>. Enfin, vers la fin novembre, alors que le nombre total de Syriens envoyés par Ankara en Libye s'élevait à 18 000 (à mettre en rapport avec les 4 000 mercenaires pro-ANL recrutés par la société russe du Groupe Wagner), environ 10 750 étaient déjà rentrés en Syrie, tandis que 496, dont plusieurs mineurs, y auraient laissé la vie<sup>68</sup>.

Sur le front diplomatique, le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, et le Premier ministre Fayez al-Sarraj ont signé, le 3 juillet à Tripoli, un nouvel accord de coopération militaire, prévoyant le déploiement, apparemment permanent, d'une force turque sur le sol libyen et la création d'une base militaire<sup>69</sup>. Depuis quelques semaines, en plus de l'aéroport de Mitiga, près de Tripoli, qui était alors la principale base utilisée par les forces turques<sup>70</sup>, il était déjà question de remettre à la Turquie la base navale de Misrata et la base aérienne d'al-Watiya<sup>71</sup>, voire également l'aéroport de Zouara, près de la frontière tunisienne<sup>72</sup>. Un autre accord militaire, tripartite car signé également par le Qatar, a été conclu vers la mi-août. Aux termes de celui-ci, Doha et Ankara mettront en place des installations en Libye pour la formation et le conseil militaires et y enverront des consultants et du personnel militaire afin de renforcer les capacités de défense

---

62. [Exclusive: 2,000 Syrian fighters deployed to Libya to support government](#), *The Guardian*, 15 janvier 2020 & [Libye : 2 000 dollars par mois et nationalité turque pour les mercenaires syriens](#), *franceinfo*, 15 janvier 2020.

63. Selcan Hacaoglu et Samer Al-Atrush, *op. cit.*

64. [SOHR: Number of Syrian Mercenaries in Libya Rises to 17,420](#), Syrian Observatory for Human Rights, 7 septembre 2020.

65. [Vidéo exclusive - Libye : Avec les mercenaires d'Erdogan](#), *Paris Match*, 27 septembre 2020.

66. [Turkey Reduces Salaries of Mercenaries from \\$2,000 to \\$600](#), Syrian Observatory for Human Rights, 9 septembre 2020.

67. [SOHR reveals | Turkish intelligence transfers 2,500 Tunisian ISIS members to Libya in a few months](#), Syrian Observatory for Human Rights, 17 juillet 2020.

68. [Almost 800 Syrian mercenaries recruited by Turkey killed in Libya and Karabakh](#), Syrian Observatory for Human Rights, 24 novembre 2020.

69. [Turkey signs a military agreement with Libya's GNA: Sources](#), *Alarabiya News*, 4 juillet 2020 & [Libya: Turkey signs military agreement with GNA on July 3](#), *GardaWorld*, 4 juillet 2020.

70. [Haftar Army attacks Mitiga Airport, Turkey's main base in Libya](#), *Atalayar*, 27 avril 2020.

71. [Turkish plans for permanent military presence in Libya spark concern](#), *The Arab Weekly*, 16 juin 2020 & [Turkey to use Misrata, al-Watiya Libyan Military Bases](#), *defenseworld.net*, 16 juin 2020.

72. [The fall of al-Watiya base ushers an era of permanent Turkish presence in western Libya](#), *The Arab Weekly*, 19 mai 2020.

libyennes<sup>73</sup>. Enfin, au début novembre 2020, on apprenait sans surprise que les troupes turques, bien que priées de regagner leurs bases en vertu d'un accord de pacification, resteraient dans le pays aussi longtemps que le GAN le souhaitait<sup>74</sup>.

Grâce à ses armements sophistiqués aux normes OTAN, son personnel qualifié et son recours à des mercenaires comme « chair à canon », la Turquie est devenue un acteur incontournable en Libye, pays qui fut, avant 2011, le premier producteur de pétrole et demeure le premier détenteur de réserves d'hydrocarbures en Afrique. En concluant avec Tripoli un accord qui étend considérablement ses frontières maritimes, Ankara semble manifester sa volonté d'être elle-même une puissance pétrolière. Mais ces ambitions inquiètent plusieurs États riverains de la Méditerranée, laissant entrevoir un conflit qui pourrait, à terme, se retourner contre elle.

### **b) Soutien décisif à l'offensive azérie au Haut-Karabagh**

Ayant proclamé son indépendance à la fin 1991 et entrée en guerre contre l'Arménie pour le contrôle du Haut-Karabagh quelques mois plus tard, l'Azerbaïdjan a conclu un premier accord de coopération en matière de formation militaire avec la Turquie en août 1992, prévoyant notamment un soutien logistique turc aux forces azéries et la formation de militaires azéris en Turquie. En 1996, deux accords complémentaires auraient été signés afin de former les militaires azéris aux normes de l'OTAN (et non plus soviétiques), ce qui permit l'envoi d'une unité azérie intégrée au bataillon turc déployé par l'OTAN au Kosovo, en vertu d'un autre accord bilatéral, signé en juillet 1999. Un schéma similaire a été appliqué pour permettre l'envoi de soldats azéris en soutien à la Force internationale d'assistance et de sécurité de l'OTAN en Afghanistan en 2002.

Entretiens, toujours afin de rapprocher le pays de l'Alliance atlantique, la Turquie s'était engagée à adapter le système logistique de la Force aérienne azérie à celui de l'OTAN par un accord signé en septembre 2000<sup>75</sup>.

Plusieurs accords bilatéraux allaient suivre. À la fin 2010, après la conclusion d'un accord de défense mutuelle par la Russie et l'Arménie, le parlement azéri a ratifié un « accord de partenariat stratégique et de soutien mutuel », prévoyant que la Turquie et l'Azerbaïdjan s'assisteront mutuellement « par tous les moyens possible » en cas d'attaque militaire, ainsi que des manœuvres communes, de la coopération militaro-technique et des sessions de formation. Simultanément, le ministère azéri de la Défense et la firme turque *Otokar* signaient un mémorandum, rapidement mis en œuvre, pour la production d'armes d'infanterie et de munitions<sup>76</sup>. En juillet 2016, les deux gouvernements ont signé un « protocole » par lequel Bakou octroyait des bâtiments et des infrastructures aux forces armées turques, dans la ville militaire de Gizil Sherg et à l'aéroport de Hacı Zeynalabdin, mais – officiellement – sans l'intention d'y établir une

---

73. [Turkey, Libya and Qatar agree on signing military deal](#), *TRT World*, 17 août 2020.

74. [Security sources: 'Turkey troops remain in Libya at GNA's request'](#), *Middle East Monitor*, 5 novembre 2020.

75. Ahmet Yüce, [Azerbaijan-Turkey Military Cooperation Within the context of NATO and Partnership for Peace \(PfP\) Program\(1992-2015\)](#), *"The Caucasus and the world" International Scientific Journal*, Tbilisi, n°21, 2016.

76. Shahin Abbasov, [Azerbaijan-Turkey Military Pact Signals Impatience with Minsk Talks – Analysts](#), *eurasianet*, 18 janvier 2011.

base militaire<sup>77</sup>. Alors que la coopération en matière d'industrie de défense a été approfondie par un nouvel accord conclu à la fin 2019<sup>78</sup>, le président azéri Ilham Aliyev, et le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, accompagné de son chef d'état-major, ont discuté, en août 2020, de la possible création de deux bases turques, la première sur la péninsule d'Abşeron, où se trouve Bakou, et la seconde dans l'exclave du Nakhitchevan, à proximité de la frontière turque<sup>79</sup>. Depuis quelques années, des nouvelles récurrentes évoquaient la création de cette base au Nakhitchevan, territoire où sont massés quelque 20 000 soldats azéris et où ont régulièrement lieu des manœuvres communes aux deux pays<sup>80</sup>. En outre, une centaine de militaires turcs – probablement des instructeurs – seraient basés à l'Académie militaire Heydar Aliyev de Bakou<sup>81</sup>.

Les dernières manœuvres turco-azéries, en juillet et août 2020, ont probablement servi de répétition générale avant le ré-enclenchement des hostilités le 27 septembre. Ces manœuvres aéroterrestres se sont déroulées en plusieurs points du territoire azéri, notamment Bakou, le Nakhitchevan et des régions proches du Haut-Karabagh, avec la participation de 11 000 soldats turcs<sup>82</sup>. Selon certaines sources, environ 600 d'entre eux, dont un groupe tactique de 200 soldats, des opérateurs de drones et des instructeurs, seraient restés durant la dernière flambée du conflit pour y jouer un rôle de coordination et de planification des opérations<sup>83</sup>. En outre, six chasseurs F-16 turcs auraient été basés d'abord à la base de Ganja, puis déplacés à celle de Gabala, pour être mis hors de portée de l'artillerie arménienne<sup>84</sup>. Ils auraient activement participé aux combats puisqu'un d'entre eux aurait abattu un Su-25 ennemi au-dessus du territoire arménien<sup>85</sup>.

En dépit de l'embargo sur les armes de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)<sup>86</sup>, la Turquie a également contribué à l'offensive azérie par un afflux massif d'armements, dont des drones *Bayraktar TB2*<sup>87</sup>.

---

77. [Turkey to establish military base in Azerbaijan](#), Anadolu Agency, 21 juillet 2016 & [No Turkish military base being created in Azerbaijan: parliament vice-speaker](#), Azeri-Press Agency, 22 juillet 2016.

78. [Turkey, Azerbaijan deepen defense industry cooperation with new bilateral agreement](#), *Nordic Monitor*, 9 mai 2020.

79. [Will Turkey establish a military base in Azerbaijan?](#), *Daily Sabah*, 21 août 2020.

80. [Turkey plans to build military bases in Georgia and Nakhichevan](#), *Horizon Armenian Weekly*, 15 février 2016 ; [Turkey, Azerbaijan launch joint military exercise](#), *Daily Sabah*, 12 juin 2017 ; [Yerevan sounds alarm: 'Turkey will create its third military base in Nakhchivan](#), *Azeri Daily*, 24 août 2019 ; [Сирийские боевики в Азербайджане готовятся к блицкригу в Армении](#), *Nezavisimaya Gazeta*, 1<sup>er</sup> septembre 2020.

81. [Turkish Parliament Approves Sending Of Troops To Libya, AKP Official Celebrates: 'Libya Will Be The 13th Country' To Which Turkey Has Sent Troops](#), Middle East Media Research Institute, 2 janvier 2020.

82. Vasif Huseynov, [Azerbaijan, Turkey Hold Large-Scale Military Drills Amidst Escalation of Tensions With Armenia](#), The Jamestown Foundation, 14 août 2020.

83. [Принуждение к конфликту](#), *Kommersant*, 16 octobre 2020.

84. Joseph Trevithick, [Turkey's Forward Deployed F-16s In Azerbaijan Have Moved To A New Base](#), *The Warzone, The Drive*, 26 octobre 2020.

85. [Armenia says its fighter jet 'shot down by Turkey'](#), *BBC News*, 29 septembre 2020.

86. Décidé en 1992, cet embargo demande aux membres de l'OSCE, dont la Turquie, de ne pas fournir d'armes aux « forces engagées dans des combats dans la zone du Haut-Karabagh ». Voir [Azerbaïdjan](#), Base de données « Les embargos sur les armes », GRIP, consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2020.

87. [Nagorno-Karabakh: New weapons for an old conflict spell danger](#), *Aljazeera*, 13 octobre 2020.

En outre, elle a expédié, par bus à partir de février 2020, plus de 2 000 mercenaires syriens, ce qui indiquerait que la guerre était planifiée de longue date. Certains d'entre eux auraient même participé aux manœuvres du mois d'août. Si la plupart de ces volontaires, dont beaucoup de Turkmènes, provenaient de l'*Armée nationale syrienne* (ANS) créée par Ankara, certains étaient des Ouïghours du *Parti islamique du Turkestan* (ou *Mouvement islamique du Turkestan oriental*), basé dans le gouvernorat d'Idlib (Syrie), réputé proche d'Al-Qaïda et rangé parmi les organisations terroristes par plusieurs grandes puissances et l'ONU<sup>88</sup>. Contrairement aux membres de l'ANS, percevant une solde de 2 000 USD, ils n'auraient été payés que 500 à 700 USD par mois par les autorités turques<sup>89</sup>. Selon l'OSDH, vers la fin novembre, deux semaines après le cessez-le-feu et la capitulation arménienne, un total de 2 580 mercenaires syriens, dont 342 étaient déjà rentrés en Syrie, avaient été envoyés en Azerbaïdjan par les services de renseignements turcs et 293 avaient été tués pendant les combats<sup>90</sup>.

Offert au nom du panturquisme, sous la devise « deux États, une Nation »<sup>91</sup>, le soutien militaire d'Ankara à Bakou n'a pas été moins efficace que celui accordé au GAN libyen contre les troupes du général Haftar. Au-delà de contextes profondément différents, de troublantes similitudes dans les moyens utilisés – des drones aux mercenaires – témoignent de la redoutable stratégie mise en œuvre par la Turquie pour renforcer son influence, de l'Afrique du Nord au Caucase.

### c) Une coopération militaire intense avec l'Albanie depuis 30 ans

La coopération militaire entre l'Albanie et la Turquie a débuté en 1992, par la signature de deux accords : en juillet, un Pacte de coopération de défense, concernant la coopération en matière de production d'équipement militaire et l'entraînement de personnel albanais en Turquie et, en novembre, un Accord de coopération en matière de technologie de défense et d'entraînement militaire, prévoyant la formation des officiers albanais en Turquie, des manœuvres communes, l'échange d'informations et une assistance à l'armée albanaise. Il s'agissait des premiers accords militaires de l'Albanie avec un pays non communiste depuis la Deuxième Guerre mondiale<sup>92</sup>. Au cours des dix à quinze années suivantes, la Turquie a reconstruit et modernisé l'Académie de guerre navale et la base navale de Pashaliman, au sud de Vlorë, racheté et modernisé, via sa firme MKEK, la plus grande usine de production de munitions albanaise, et fourni à Tirana des radars pour la surveillance de son espace aérien<sup>93</sup>. Elle a également formé et entraîné du personnel militaire, dont un bataillon de forces spéciales<sup>94</sup>.

---

88. [Eastern Turkistan Islamic Movement](#), Sanctions, United Nations Security Council, consulté le 28 novembre 2020.

89. Armen Tigranakert, [Exclusive: First Batches of Syrian Mercenaries Arrived In Azerbaijan As Early As This February](#), *MassisPost*, 26 octobre 2020.

90. [Almost 800 Syrian mercenaries recruited by Turkey killed in Libya and Karabakh](#), *op. cit.*

91. ['One nation, two states': Turkey congratulates Azerbaijan on 101st Republic Day](#), *Daily Sabah*, 29 mai 2019.

92. [Turkey signs military cooperation agreement with Albania](#), UPI, 20 novembre 1992.

93. Mustafa Aksaç, [Turkey's Military Efforts for Peace in the Balkans](#), Bilkent University, août 2003.

94. Didem Ekinci, [Europeanization Process and Bilateral Relations in the Balkans: Turkey and Albania](#), Çankaya University, 2009.

En avril 1997, alors que l'Albanie semblait dans la guerre civile, Ankara a participé avec environ 500 hommes à l'Opération *Alba*, dirigée par l'Italie, afin d'aider le gouvernement de Tirana à reprendre le contrôle du pays<sup>95</sup>. En mai 1999, une unité de 126 hommes est arrivée en Albanie pour, d'une part, protéger le personnel turc travaillant à Pashaliman, dont le port et l'académie avaient été mis à sac par les émeutiers en 1997<sup>96</sup>, et, d'autre part, contribuer à l'Opération *Allied Harbour*, première – et seule à ce jour – opération humanitaire de l'OTAN, déployée pour venir en aide aux réfugiés provenant du Kosovo voisin, ceci alors que les missiles et bombardiers de l'Alliance atlantique frappaient la Serbie, y compris le Kosovo<sup>97</sup>.

De nombreux accords et protocoles – 26 entre 1998 et 2020, selon la députée Elona Gjebrea<sup>98</sup> – sont venus élargir la coopération militaire albanoturque, notamment un accord, conclu en septembre 2005, d'assistance et de fourniture d'équipement des forces armées turques à leur consœur albanaise afin de préparer son intégration dans l'OTAN<sup>99</sup>. En février 2020, un Plan de coopération de défense a été signé entre responsables militaires des deux pays pour planifier leurs activités en matière de défense et de sécurité<sup>100</sup>. En mai 2020, le parlement de Tirana a ratifié un nouvel accord de coopération militaire, prévoyant une assistance financière d'Ankara à l'Albanie pour l'achat d'armements « 100% made in Turkey »<sup>101</sup>.

L'incertitude continue à entourer le sort de la base de Pashaliman, qui fut durant les années 1950 la seule base soviétique sur la Méditerranée. Selon l'accord de 1992, l'Albanie aurait octroyé à la Turquie le droit de l'utiliser, en échange de sa reconstruction<sup>102</sup>. Selon des sources tant grecques qu'albanaises, l'accord de mai 2020 aurait également pour objet d'en faire une base navale turque, ce que le gouvernement de Tirana a démenti, arguant que l'OTAN serait également intéressée à se l'approprier<sup>103</sup>. Enfin, en septembre 2020, un journal grec a affirmé que le président Erdoğan préparait l'envoi d'un « sous-marin turc à la base albanaise d'Aylon » (probablement Durrës) et de troupes à Saranda, près de la frontière grecque, ceci afin de contrer la volonté d'Athènes d'étendre ses eaux territoriales aux dépens de l'Albanie<sup>104</sup>.

---

95. Didem Ekinci, *op. cit.* & [Albanian civil war of 1997](#), *SManalysis*, 2 mars 2017.

96. [Turkish army to rebuild Albanian port](#), *reliefweb*, 23 janvier 1998.

97. [17 - Operation Allied Harbour](#), Allied Joint Force Command Naples, Organisation du traité de l'Atlantique nord, consulté le 29 novembre 2020 & Didem Ekinci, *op. cit.*

98. [Albanian parliament passes military cooperation agreement with Turkey](#), *Daily Sabah*, 24 juillet 2020.

99. Didem Ekinci, *op. cit.*

100. [Albania - Turkey, Defense Cooperation Plan is signed](#), ministère de la Défense, République d'Albanie, 27 février 2020.

101. [Albania ratifies military cooperation deal with Turkey](#), *Daily Sabah*, 11 mai 2020, [Albanian parliament passes military cooperation agreement with Turkey](#), *Daily Sabah*, 24 juillet 2020 & [Albanian president approves military deal with Turkey](#), Anadolu Agency, 3 août 2020.

102. [The military-corporate battle of Turkey and Egypt](#), [Bulgariamilitary.com](#), 4 juillet 2020 & [Pasha Liman Base](#), Military wikia.org, consulté le 29 novembre 2020.

103. ["Pashalimani" do bëhet bazë ushtarake për Turqinë? Ministria e Mbrojtjes: Ka kërkesë për të qenë e NATO-s, ekspertët e Aleancës po e vlerësojnë](#), *BalkanWeb*, 29 mai 2020 ; [Albanian Ministry denies Greek media claims the Pashaliman Base to be given to Turkey](#), *Oculus News*, 30 mai 2020 & [Albanian naval military base of Pashaliman will be used by Turkish Army](#), youtube, 17 juin 2020.

104. [Athens claims that Turkey and Albania have a plan to encircle Greece](#), [Bulgariamilitary.com](#), 5 septembre 2020.



Alors que Washington et Ankara sont les principaux soutiens militaires de Tirana et que les relations entre l'OTAN et la Turquie se dégradent, le choix entre « la chèvre et le chou » risque de bientôt s'imposer aux dirigeants albanais.

#### d) Qatar : un pied-à-terre stratégique dans le Golfe

Les relations militaires entre la Turquie et le Qatar semblent avoir débuté par un accord de coopération, signé en juillet 2002, prévoyant de la collaboration en matière d'industrie de la défense et amendé par un accord de 2007. Un second volet de l'accord de 2002, approfondi par un autre conclu en 2012, concernait la formation militaire<sup>105</sup>.

Mais c'est surtout par un accord signé en décembre 2014 que cette coopération est devenue particulièrement intense. Sa portée réelle fut dévoilée quelques mois plus tard : des unités terrestres, navales et aériennes turques seraient basées au Qatar, ainsi que des forces spéciales pour des formations et des exercices conjoints, tandis qu'Ankara s'engageait à protéger Doha contre toute menace extérieure. L'accord, établissant également une collaboration entre services de renseignement turcs et qataris, a été initialement bien accueilli par l'Arabie saoudite, pensant que cela renforcerait sa lutte contre l'influence de l'Iran, mais beaucoup moins par les Émirats arabes unis (EAU), craignant celle des Frères musulmans<sup>106</sup>.

Alors que l'ambassadeur turc à Doha annonçait l'intention de son pays d'y établir sa propre base militaire et d'y stationner 3 000 militaires<sup>107</sup>, un bataillon mécanisé de 300 hommes arrivait en décembre 2015 au Qatar et était déployé à la base de Tarik Ibn Zeyad<sup>108</sup>. Leur nombre n'a cessé de croître, surtout après l'imposition du blocus saoudo-émirati en juin 2017, pour atteindre 5 000 hommes, soit environ la moitié du nombre de soldats étatsuniens déployés dans la base voisine d'Al Udeid, leur plus grande base au Moyen-Orient. En novembre 2019, le président Erdoğan déclarait que la construction de la nouvelle base turque était achevée et baptisée du nom de Khalid ben Walid, un stratège militaire et compagnon du Prophète<sup>109</sup>. Inaugurée le mois suivant<sup>110</sup>, la base est le siège du commandement conjoint turco-qatari, chargé d'organiser les programmes d'entraînement et les exercices militaires<sup>111</sup>, et servant, d'après le président turc, à assurer « la stabilité et la paix non seulement au Qatar, mais dans toute la région du Golfe »<sup>112</sup>.

Par ailleurs, la coopération militaro-industrielle entre les deux pays s'est considérablement intensifiée et couvre la production conjointe de drones, de véhicules de combat et autres blindés, de navires d'entraînement et d'équipements sophistiqués, tels que des systèmes de commandement et de contrôle (C2), des caméras thermiques et de vision nocturne, des systèmes cryptographiques et de tourelleaux télé-opérés.

---

105. Jaber Al Harmi, [Qatar and Turkey ... Relations that transcend traditional diplomatic frames](#), *The Peninsula*, 11 septembre 2015 ; Paul Cochrane, [Revealed: Secret details of Turkey's new military pact with Qatar](#), *Middle East Eye*, 29 janvier 2016.

106. Paul Cochrane, *op. cit.*

107. [Turkey diversifies allies with first Mideast military base in Qatar](#), *Al Arabiya News*, 19 décembre 2015.

108. [Turkey expands its military base and influence in Qatar](#), *The New Arab*, 10 septembre 2019.

109. [Erdogan: Turkey-Qatar military base serves regional 'stability'](#), *Aljazeera*, 25 novembre 2019.

110. [Qatari-Turkish Joint Command headquarters opens](#), *The Peninsula*, 15 décembre 2019.

111. [New military base in Qatar to inaugurate in autumn](#), *Hürriyet Daily News*, 14 août 2019.

112. [Erdogan: Turkey-Qatar military base serves regional 'stability'](#),



Le Qatar serait ainsi devenu, non plus seulement un client, mais un investisseur auprès des producteurs d'armes turcs<sup>113</sup>.

Alors que la coopération militaire turco-qatarie visait au départ à faire contrepoids à l'influence iranienne dans le Golfe, Ankara a donc réalisé un coup de maître en devenant le principal partenaire et protecteur du riche émirat dont l'importance géostratégique a été rehaussée par le conflit qui les oppose tous deux à l'axe saoudo-émirati.

### e) L'armée somalienne formée dans une base idéalement située

Le Gouvernement fédéral provisoire de Somalie, par la main de son ambassadeur à Ankara, et la Turquie, représentée par le général turc Mehmet Çetin, ont signé, le 22 mai 2010 à Istanbul, un accord instaurant une coopération en matière d'éducation et de formation militaire entre les deux pays<sup>114</sup>.

Alors que, à l'instar de son homologue libyen, ce gouvernement, devenu le Gouvernement fédéral de Somalie (GFS) en 2012, ne contrôle directement que quelques villes et indirectement, par l'intermédiaire de milices armées, qu'une partie du territoire somalien, l'objet principal de l'accord est de renforcer les capacités d'une armée et d'une police, dont la restructuration avait été annoncée en 2009 et confiée à la *Mission d'assistance des Nations unies en Somalie* (MANUSOM). Des détails sur cet accord ne sont arrivés que lors du début de sa mise en œuvre, en novembre 2012. Il recouvrirait divers types de formation au profit des forces armées, de la gendarmerie et de la garde côtière, y compris dans les unités, les quartiers généraux et les institutions. Des cours de langue turque, des exercices conjoints, des échanges d'information et de la coopération technique et scientifique étaient également prévus<sup>115</sup>.

En septembre 2017, la Turquie a officiellement inauguré sa nouvelle base à Mogadiscio, le Camp Turksom. Construite en deux ans, pour un coût de 50 millions USD et d'une superficie de plus de 4 km<sup>2</sup>, elle a été présentée comme la plus grande base turque à l'étranger<sup>116</sup>. Il était prévu que « plus de 200 soldats turcs » y forment un total de 10 000 militaires somaliens, dont 1 500 simultanément<sup>117</sup>.

Le Camp Turksom – également appelé « Casernes anatoliennes » – a été la cible d'un attentat-suicide en juin 2020, revendiqué par les shebabs, groupe classé comme terroriste par plusieurs pays et qui dispute au GFS le contrôle de vastes zones du centre et du sud de la Somalie. L'attentat aurait tué deux personnes, apparemment le kamikaze et un civil, puisqu'aucun militaire somalien ou turc n'aurait été blessé<sup>118</sup>. Ce n'était pas la première attaque des shebabs contre des intérêts turcs, dont des ressortissants civils présents à Mogadiscio avaient été assassinés durant les mois précédents<sup>119</sup>.

---

113. [Turkey expands its military base and influence in Qatar](#), *op. cit.*

114. [Turkey, Somalia sign military training pact](#), *People's Daily Online*, 23 mai 2010.

115. [Turkey-Somalia military agreement approved](#), *Daily Zaman*, 9 novembre 2012.

116. [Turkey sets up largest overseas army base in Somalia](#), *Aljazeera*, 1<sup>er</sup> octobre 2017.

117. Harun Maruf, [Intel Official Says Turkish Military Base Was 'Target' of Somalia Truck Bomb](#), *Voice of America*, 17 octobre 2017.

118. [Suicide bomber kills 2 at Turkish military base in Somalia](#), AP, 23 juin 2020.

119. [Suicide Bombing Targets Major Turkish Military Base in Somalia](#), *The New York Times*, 23 juin 2020.

Et surtout, en octobre 2017, quelques semaines après son inauguration, un autre attentat, bien plus meurtrier (plus de 300 morts) et attribué aux shebabs, avait eu la base turque comme objectif originel<sup>120</sup>.

Bien que certaines sources évoquent un nombre de 2 000 militaires turcs déployés au Camp Turksom<sup>121</sup>, il semble qu'il soit plutôt compris entre 200 et 300 soldats et officiers<sup>122</sup>. En août 2020, environ 2 500 soldats somaliens avaient achevé leur formation et 2 500 autres semblaient être en train d'en bénéficier, ce qui porterait bientôt le nombre total de soldats formés par leurs collègues turcs à environ un tiers des effectifs des forces de sécurité somaliennes, y compris un millier provenant des forces spéciales de la police<sup>123</sup>. Alors que l'ensemble du cycle est dispensé en langue turque, il serait complété par des stages en Turquie-même, consacrés aux techniques de commando et d'opérations spéciales. L'armée somalienne, qui a acquis de nombreux armements fabriqués en Turquie, utilise désormais le MPT-76 turc comme fusil d'assaut de dotation<sup>124</sup>.

Si les autorités d'Ankara ont maintes fois affirmé que leur présence militaire à Mogadiscio était uniquement destinée à reconstruire une armée somalienne capable de rétablir la sécurité dans le pays, les importants investissements effectués en Somalie, un pays stratégiquement placé à la pointe de la Corne de l'Afrique, pourraient suggérer que les troupes turques pourraient prolonger leur séjour au-delà du terme requis pour la formation des 10 000 militaires somaliens initialement annoncée.

#### f) D'autres possibles bases turques en Afrique

Selon un accord annoncé en décembre 2017, le **Soudan** a cédé pour 99 ans à la Turquie l'île de Suakin, où se trouve un ancien port ottoman tombé en ruines, pour y construire un centre touristique destiné aux pèlerins revenant des lieux saints de Médine et La Mecque, situés de l'autre côté de la mer Rouge. En outre, le ministre soudanais des Affaires étrangères, Ibrahim Ghandour, a déclaré que l'accord pourrait « aboutir à tout type de coopération militaire ». Très rapidement, des informations ont circulé sur l'intention d'Ankara de construire à Suakin une base navale<sup>125</sup>. Il était également question de formation de militaires et policiers soudanais au contre-terrorisme par leurs homologues turcs dans la ville de Port-Soudan, ainsi que de la construction d'un centre naval de maintenance<sup>126</sup>.

---

120. Harun Maruf, *op. cit.*

121. [Turkish Parliament Approves Sending Of Troops To Libya, AKP Official Celebrates: 'Libya Will Be The 13th Country' To Which Turkey Has Sent Troops](#), Special Dispatch n° 8454, MEMRI, 2 janvier 2020.

122. Ash Rossiter et Brendon J. Cannon, [Re-examining the "Base": The Political and Security Dimensions of Turkey's Military Presence in Somalia](#), Insight Turkey, vol. 21, n° 1, 2019, JSTOR, p. 169.

123. [Turkey to train 1/3 of entire Somali military, envoy says](#), *Daily Sabah*, 4 août 2020 & [Turkey to train a third of Somali army](#), *Janes*, 6 août 2020.

124. Can Kasapoglu, [Turkey's 'African Eagle' Trains Turkish-Speaking Troops in Somalia: Where Next?](#), Terrorism Monitor Volume: 18, Issue: 21, The Jamestown Foundation, 20 novembre 2020.

125. [Turkish military base in Suakin](#), *World Bulletin*, 13 novembre 2018.

126. [Mohammed Amin, Suakin: 'Forgotten' Sudanese island becomes focus for Red Sea rivalries](#), *Middle East Eye*, 19 mars 2018.

Déplaisant fortement à l'Égypte et l'Arabie saoudite<sup>127</sup>, le projet paraît avoir été abandonné après les manifestations populaires ayant abouti au renversement par l'armée, en avril 2019, du président Omar el-Bechir, un coup d'État vivement condamné par son homologue Erdoğan et la presse pro-gouvernementale turque<sup>128</sup>.

Enfin, le 21 juillet 2020, lors de la visite du ministre des Affaires étrangères Çavuşoğlu à Niamey, le Niger et la Turquie ont signé divers accords, dont trois visant à renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité nigériennes en matière de lutte contre le terrorisme<sup>129</sup>.

Selon plusieurs sources, ces accords incluraient la création d'une base militaire turque au Niger, mais aucun élément concret n'est venu corroborer ces informations<sup>130</sup>.

---

127. [Turkish base in Sudan a problem for Arab powers](#), *Gulf News*, 28 décembre 2017.

128. Dorian Jones, [Analysts: Ouster of Sudanese Leader Hurts Ankara's Regional Goals](#), *Voice of America*, 29 avril 2019.

129. [La Turquie et le Niger signent plusieurs accords de coopération dans les domaines de la sécurité, la jeunesse et du sport](#), *Niamey et les 2 jours*, 22 juillet 2020 & Fehim Tastekin, [L'expansion militaire de la Turquie en Afrique](#), *Observatoire de la Turquie contemporaine*, 7 septembre 2020.

130. [Turkey increases military presence in North Africa amid conflict with Greece](#), *BulgariaMilitary.com*, 15 août 2020 & [Turkey's militarized Africa opening fuels influence wars](#), *Al-Monitor*, 31 août 2020.

**Tableau 2. Déploiement de forces turques à l'étranger avec l'accord des gouvernements concernés**

Pays de déploiement	Fondement légal invoqué	Nombre de militaires déployés (2020)	Bases principales/potentielles et lieux de déploiement	Objet de la mission
<b>Libye</b>	<p>Demande de soutien militaire du Gouvernement d'accord national formulée le 25 décembre 2019</p> <p>Accord du 3 juillet 2020 portant sur le déploiement d'une force turque et la création d'une base militaire en Libye</p>	<p>Plusieurs dizaines d'instructeurs et d'opérateurs de drones et de systèmes de brouillage et antiaériens</p> <p>Jusqu'à 18 000 mercenaires syriens</p>	<p>Aéroport de Mitiga (Tripoli)</p> <p>Base navale de Misrata (?)</p> <p>Base aérienne d'al-Watiya (?)</p> <p>Aéroport de Zouara (?)</p>	<p>« Maintenir la sécurité en Libye et protéger la souveraineté du pays » par le renforcement des capacités des forces armées du GAN</p> <p>Faciliter les recherches pétrolières en Méditerranée orientale</p>
<b>Azerbaïdjan</b>	<p>Plusieurs accords de coopération militaires conclus à partir de 1992, dont un « accord de partenariat stratégique et de soutien mutuel » en 2000</p>	<p>Une centaine d'instructeurs à l'Académie Heydar Aliyev</p> <p>Environ 600 militaires pendant l'offensive du Haut-Karabagh</p> <p>Jusqu'à 2 580 mercenaires syriens</p>	<p>Académie militaire Heydar Aliyev (Bakou)</p> <p>Péninsule d'Abşeron (?)</p> <p>Nakhitchevan (?)</p>	<p>Renforcer les capacités des forces azéries et faciliter leur passage aux normes OTAN</p> <p>Faciliter la reprise de contrôle du Haut-Karabagh et des zones adjacentes par Bakou</p>
<b>Albanie</b>	<p>De nombreux accords militaires conclus à partir de 1992, dont 26 entre 1998 et 2020</p>	?	<p>Base navale de Pashaliman</p> <p>Port de Dürres (?)</p>	<p>Reconstruction et modernisation de l'Académie de guerre et de la base de Pashaliman</p> <p>Assistance et équipement des forces albanaises, notamment pour faciliter leur intégration dans l'OTAN</p>
<b>Qatar</b>	<p>Divers accords signés à partir de 2002, dont un accord prévoyant le déploiement de troupes turques signé en décembre 2014</p>	5 000 militaires	<p>Base Khalid ben Walid</p>	<p>Coopération industrielle de défense</p> <p>Entraînement des forces armées qataries</p> <p>Protection du Qatar contre toute menace extérieure</p> <p>Assurer « la stabilité et la paix au Qatar et dans le Golfe »</p>
<b>Somalie</b>	<p>Accord de coopération en matière d'éducation et de formation militaire signé le 22 mai 2010</p>	200 à 300 militaires	<p>Camp Turksom (Mogadiscio)</p>	<p>Reconstruction des forces de sécurité somaliennes</p>
<b>Soudan</b>	<p>Accord annoncé en décembre 2017, apparemment dénoncé par les nouvelles autorités soudanaises en avril 2019</p>	?	<p>Suakin (?)</p> <p>Port-Soudan (?)</p>	<p>Formation de militaires et policiers soudanais</p>
<b>Niger</b>	<p>Accord signé en juillet 2020</p>	?	?	<p>Renforcement des capacités des forces de sécurité nigériennes en matière de lutte contre le terrorisme</p>

Sources : Voir le texte et les notes de bas de page du chapitre 2. Déploiement de forces turques avec l'accord des gouvernements concernés.

## Conclusion

Comme nous l'avons décrit plus haut, la majorité des militaires et policiers turcs déployés dans des opérations multilatérales le sont dans le cadre de l'OTAN, en particulier en Afghanistan et au Kosovo. La Turquie maintient également un contingent important en Bosnie-Herzégovine, dans le cadre d'une mission de l'UE. Par contre, l'ampleur du personnel turc présent dans des missions de maintien de la paix de l'ONU apparaît symbolique, avec la relative exception du Liban.

Ankara semble beaucoup plus active sur le plan des coopérations militaires bilatérales, des coopérations décidées ou revivifiées récemment, en tout cas après l'arrivée de Recep Tayyip Erdoğan à la tête du gouvernement, puis de la République turque. Dans plusieurs pays, ces coopérations s'accompagnent de présence de troupes, notamment chargées de former ou d'assister les armées locales. À l'exception du Qatar, ces contingents sont relativement modestes et ne dépassent pas quelques centaines d'hommes.

Cependant, si on examine la localisation des « clients » d'Ankara, on constate que la Turquie a soigneusement choisi ses alliés, situés en plusieurs endroits stratégiques, en bordure de trois continents et d'eaux particulièrement convoitées, dans les mers Rouge, Méditerranée orientale, Adriatique, Caspienne, ainsi que dans le Golfe arabo-persique, voire dans celui d'Aden.

Si la coopération bilatérale multiforme de la Turquie avec ses partenaires ne pose en principe pas de problème du point de la légalité internationale, il en va bien entendu autrement quand elle s'accompagne de violations d'embargos sur les armes, comme celui imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU à la Libye, ou même celui instauré par l'OSCE à l'Azerbaïdjan. De même, l'envoi de mercenaires dans ces deux pays contrevient à la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, bien que la Turquie n'en soit pas partie (mais bien la Libye et l'Azerbaïdjan)<sup>131</sup>.

Quant aux interventions turques violant la souveraineté d'autres pays par l'occupation militaire de parties de leurs territoires, elles sont examinées [dans une note distincte](#).

\*\*\*

## Auteur

*Georges Berghezan* est chercheur au GRIP, spécialisé dans les problèmes de contrôle des armements en Afrique. Depuis quelques années, ses recherches portent également sur le Moyen-Orient, particulièrement au regard de la militarisation et des conflits qui affectent cette région.



Le GRIP bénéficie du soutien  
du Service de l'Éducation  
permanente de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles.

---

131. [Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires](#), Collection des Traités, Nations unies, consulté le 10 décembre 2020.